

Préserver l'exception culturelle

La culture, un bien pas comme les autres

« Les libéraux en Europe ont une obsession : défaire l'outil de l'exception culturelle », a regretté la ministre Aurélie Filippetti lors de la plénière « La culture, un bien pas comme les autres ». « Ils ne supportent pas l'idée qu'il puisse y avoir d'exception en matière économique ». Pourtant, « les marchandises culturelles ne peuvent pas être régies par les seules lois du marché ». Et la ministre de rappeler que la préservation de l'exception culturelle est une nécessité économique. « La culture représente 29 milliards d'euros par an, et 1 million d'emplois. »

C'est pour cette raison que la France s'est battue pour que la culture ne soit pas inscrite dans le traité de libre-échange discuté actuellement entre l'Europe et les États-Unis. La France a eu gain de cause après d'âpres négociations menées par Nicole Briq, ministre du Commerce extérieur, auprès de ses homologues européens. François Hollande était décidé à aller jusqu'au veto, et le mandat donné par les 27 gouvernements à la Commission européenne pour négocier le plus grand accord commercial du monde stipule bien que tout l'audiovisuel en sera exclu. L'enjeu est important. En

effet, la France redoutait que les États-Unis ne cherchent à rendre caducs les quotas de diffusions sur les chaînes de télévision. Mis en place dans les années 1970, ils imposent un quota d'œuvres de fiction d'origine française ou à participation française majoritaire, à atteindre annuellement. Les chaînes ont ainsi l'obligation de consacrer annuellement au moins 60 % du temps d'antenne à des œuvres européennes, et 40 % à des œuvres françaises. Des quotas qui permettent de contenir la progression de la fiction d'origine étrangère. Les États-Unis auraient également pu vouloir remettre en cause les subventions ou les réglementations discriminatoires existantes selon la nationalité des sociétés et des capitaux. Elles permettent de protéger la production culturelle française, sans pour autant fermer le marché aux productions européennes. La culture pourrait être incluse plus tard dans les négociations, mais la France a assuré que si la question se posait à nouveau, elle userait de son droit de veto.

L'accord de libre-échange devrait en principe rapporter 119 milliards d'euros par an à l'Europe et 95 milliards aux États-Unis.

Quelle croissance et pour quoi faire ?

De nouveau la croissance ! Une croissance nouvelle !

Petit rappel quand on parle de croissance : « il n'est pas possible d'avoir la nostalgie des 30 Glorieuses, assène Michèle Tubiana, car cette période de croissance exceptionnelle a eu un coût économique, social et environnemental épouvantable, pensez à l'exploitation des populations immigrées dans les usines et l'exploitation des ressources naturelles ».

Partant de là quelle croissance pourrions-nous retrouver voire inventer à l'avenir ? « La croissance sera forcément sélective, définit Laurence Rossignol, si on veut qu'elle soit durable ». Alors qu'on a l'habitude de se projeter, parfois même un peu loin dans le temps, quand on dessine cette nouvelle croissance, Marie-Noëlle Lienemann a remis les pendules à l'heure, « Il y a des urgences sociales et humaines qui font qu'on se pose la question du retour de la croissance, mais il ne faut pas oublier qu'on a besoin de croissance tout de suite en France. Et il n'y aura pas de nouvelle croissance si on conserve le système de libre-échange sur la planète. Il faut établir des protections à nos frontières pour que les normes en vigueur dans notre pays soient au rendez-vous de ces nouveaux besoins ». Après s'être attaqué à la réforme du marché du travail (par l'ANI), du capital (par la loi bancaire), le gouvernement passera à la rentrée à la réforme de l'énergie. « On présente l'industrie et l'écologie comme deux sœurs ennemies, pose Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, mais l'industrie est au contraire un des moyens de la transition écologique. D'ailleurs je suis ministre du Redressement

productif pas productiviste ! »

Le 12 septembre prochain, le ministre va ainsi présenter avec le président de la République 34 plans industriels « détaillés par secteurs et fondés sur la sobriété énergétique, explique-t-il, ces plans sont une offre industrielle française pour nous amener à la nouvelle frontière écologique et technologique. » La

bataille du Made in France sera donc également écologique. La croissance nouvelle, durable et soutenable est un choix politique qui prépare le pays et les générations futures à vivre mieux mais « il faut du courage pour prendre des décisions qui sur le moment ne sont pas populaires », explique le ministre de l'écologie Philippe Martin. Revenant sur le débat de la fiscalité écologique qui a pris depuis quelques jours dans l'opinion, Philippe Martin a fait face à la difficulté de la réforme : « Ce ne sera pas une fiscalité pour pénaliser les ménages, c'est une fiscalité de transformation, pas de rendement, pour qu'à la fin, la facture énergétique des ménages baisse enfin ». Applaudissements dans la salle.



Faire adopter des lois et les faire appliquer

Droits des femmes : le combat continue !

Pour la première fois, les droits des femmes ont eu l'honneur d'une plénière hier à l'Université d'été du PS, placée sous le signe de la parité. Najat Vallaud-Belkacem n'a pas manqué de relever cette avancée. « Le PS s'inscrit dans une longue tradition de combat pour les droits des femmes », s'est réjouie la ministre. Des droits qui progressent à chaque fois que la gauche est au pouvoir. Pour la ministre, il est nécessaire « de s'attaquer à la racine des inégalités ». Depuis quinze mois, beaucoup de choses ont été faites : Réforme du mode de scrutin des cantonales, création de 100 000 places de crèche, encadrement des temps partiels... « Mais je n'ai pas envie qu'on s'arrête là,

car il y a plus difficile que d'adopter des lois, c'est de les faire appliquer. »

C'est pourquoi par exemple les sanctions pour les entreprises et les partis politiques qui ne respectent pas la parité vont être aggravées. Marisol Touraine veut « faire en sorte que notre modèle social, élaboré à une autre époque, prenne en compte l'évolution de la situation des femmes. » En matière de retraites notamment, « il faut reconsidérer les parcours heurtés ». Car les femmes, en plus d'être moins bien payées, sont davantage touchées par les temps partiels et les périodes d'arrêt de travail.

Ambassadeurs d'une grande politique de gauche



Ma ville : le projet des municipales de 2014

« Il faut faire partager une conviction que la gauche peut réussir et peut réussir partout. On perd des batailles qu'on ne livre pas, nous allons donc les mener pour nous assurer de nouvelles conquêtes. Nous sommes les premiers ambassadeurs d'une grande politique de gauche, nous avons un bilan, des premiers résultats à faire valoir. Nous ne devons pas mettre notre drapeau dans notre poche. » Guillaume Garot, ministre délégué à l'agroalimentaire.

L'image du jour



C'est l'Apéri Geek ou apéritif pour les activistes numériques. C'est lors de cet apéritif que les prix de l'UEPSPic et des deux twittos les plus actifs ont été remis. Jean-Marc Ayrault, Harlem Désir, Najat Vallaud-Belkacem, Thierry Repentin, Frédéric Cuvillier et Valérie Rabault étaient notamment présents pour féliciter les lauréats.

Mener l'offensive contre l'extrême droite

Faire gagner la démocratie contre l'extrême droite

« La lutte contre l'extrême droite est au cœur de notre engagement de gauche », affirme Manuel Valls lors de la plénière « Faire gagner la démocratie contre l'extrême droite ». Le ministre de l'Intérieur, acclamé par les militants, estime que l'extrême droite, « qui nous est viscéralement insupportable », doit être combattue « par tous les moyens légaux possibles ». « Je l'ai fait en demandant la dissolution de groupuscules violents, xénophobes, antisémites, qui salissaient nos valeurs », rappelle-t-il. « Combattre le populisme, c'est répondre aux attentes du peuple », juge Manuel Valls. « Il ne faut éluder aucun sujet ». Le FN progresse parmi les couches populaires notamment, qui sont également les plus touchées par les injustices et l'insécurité. « Il faut garantir l'ordre républicain partout, c'est ce que nous faisons avec les ZSP ! ». Et le ministre d'appeler à la restauration de la pleine autorité de l'État. « Ne laissons jamais progresser le sentiment d'abandon, de relégation ». Convaincu que « l'immigration est une chance pour la nation », et que « oui, l'islam est compatible avec la démocratie », Manuel Valls a appelé à l'intransigeance de l'État sur la laïcité et les valeurs, avant de

plaider pour la mise en œuvre « d'une politique de sécurité et de justice qui soit juste et efficace ».

Malgré un vernis plus policé, le Front national reste dangereux. Surtout qu'il remporte toujours plus de suffrages à chaque élection. « Avant, on défilait quand le FN faisait 17%, remarque Emmanuel Maurel. Désormais on pousse un ouf de soulagement quand il fait 47% dans une élection partielle. » La situation est « dramatique ». « Notre priorité politique doit être de reconquérir cet électorat populaire, qui devrait voter pour nous ! » La gauche doit « être fière de ses valeurs » car « la gauche qui gagne est celle qui ne recule pas, qui impose ses thèmes, qui n'a pas peur de ses idées ». Pour Guillaume Bachelay, contre l'extrême droite, « la condamnation morale ne suffit pas, il faut démonter leur programme ». À commencer par la sortie de l'euro, qui se conclurait par la perte de milliers d'emplois. « Le FN est l'ennemi de la gauche et devient très virulent quand nous sommes au pouvoir », explique Malek Boutih. Ce qui doit pousser les forces de gauche à la contre-offensive.

Les Ateliers

Agriculture et agroalimentaire : une excellence française

« Il faut appliquer des sanctions dissuasives »



Trois questions à Geneviève Barat, présidente de Caprigène

Peut-on encore parler d'excellence française après l'affaire Spanghero ?

Oui. Les fraudeurs sont minoritaires. Mais cette affaire nuit à toute la filière agroalimentaire. Les contrôles doivent s'adapter au marché européen, où l'on spéculer sur l'alimentaire. Dans l'affaire Spanghero, la course aux prix les plus bas a conduit à faire n'importe quoi.

Comment sécuriser et valoriser l'agroalimentaire ?

Il faut développer encore les démarches de qualité et de transparence dans lesquelles nous sommes engagés, en limitant les auto-contrôles et les tests effectués par des organismes privés. L'État et les services vétérinaires pourraient organiser des contrôles inopinés et appliquer des sanctions dissuasives. Raccourcir les circuits de distribution permettrait aussi une relocalisation des activités et une meilleure traçabilité.

Que pensez-vous de la création d'un label « 100% Français » ?

Les labels actuels parlent aux gens, et certains sont liés à une origine géographique... Mais on peut réfléchir à une charte de qualité "de base", qui concernerait tous les produits alimentaires.

La démocratie à l'heure du non-cumul

Renouveler la classe politique

Le 9 juillet dernier, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture, par 300 voix contre 228, la loi interdisant le cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction exécutive locale. Concrètement, les Sénateurs et les députés ne pourront plus être aussi maire ou adjoint, président ou vice-président d'une intercommunalité, d'un syndicat mixte, d'un conseil général ou régional ou encore d'un office HLM.

La loi s'appliquera dès les élections législatives de 2017. Cette mesure, qui comptait parmi les promesses de campagne de François Hollande, est une avancée considérable en matière de démocratie. Les élus pourront se consacrer entièrement à leur tâche, tout en gardant un contact fort avec les citoyens de leur territoire. Cette loi va également favoriser le renouvellement de la classe politique, qui s'ouvrira à de nouveaux noms. Le paysage parlementaire comme les sphères de l'exécutif local pourront alors faire la part belle à plus de parité et de diversité.

Renouer avec l'Europe de la justice



faire croire que la croissance dépendait de la détérioration des conditions de travail, des droits sociaux, pour être compétitifs. » Or, pour Martin Schulz, c'est le contraire qui devrait se passer : « L'Europe doit exporter les droits individuels, sociaux et environnementaux vers les autres parties du monde ». Il faut donc refuser l'importation d'un système prétendument plus compétitif, qui n'est qu'« une stratégie pour casser notre modèle social ». « Chaque année, il y a plus de milliardaires et plus de chômeurs. C'est inacceptable ! », s'insurge-t-il, avant de se demander pourquoi le citoyen qui achète un kilo de pommes paie des taxes alors que celui qui achète des actions à la bourse n'en paie pas. « L'introduction de la taxe sur les transactions financières par la coopération renforcée n'est qu'un début. Il faut aller beaucoup plus loin. Il est inacceptable que Google qui fait des profits énormes en Europe ne paie pas d'impôts ! »

« L'Europe est dans un état lamentable. Elle n'est ni transparente, ni assez démocratique, et surtout elle est socialement injuste. » Le constat, sévère, est celui de Martin Schulz, président du Parlement européen. Accueilli par Harlem Désir, il s'exprimait hier devant les militants socialistes. « Nous sommes le continent le plus riche du monde et nous permettons qu'à Athènes, des gens n'aient plus les moyens de survivre. Nous acceptons que l'Allemagne fasse 8,6 milliards d'euros de bénéfices, et que la Grèce soit dans la précarité la plus totale ». Martin Schulz défend l'idée d'une coopération « qui va au-delà des frontières ». Mais celle-ci n'est possible que « dans un respect mutuel », sans qu'aucune nation ne soit humiliée par une autre. « Pendant des années, les conservateurs et les libéraux ont voulu nous

d'une discipline budgétaire, mais on ne peut pas, à ce titre, baisser les investissements dans les écoles, les universités, ou pour les plus démunis ! ». Ces dépenses ne devraient pas être comptabilisées dans la dette des États. « C'est une honte que dans certaines régions le chômage des jeunes dépasse les 50% », juge-t-il.

Pour construire cette Europe de la justice, les progressistes doivent s'unir. Et le président du Parlement se réjouit que « notre famille politique ait décidé de nommer un candidat commun à la succession de Barroso ». Reste aux militants de tous les pays de mobiliser pour les élections européennes, car « chaque vote comptera pour le choix de la direction de l'Europe. Nous avons besoin d'une majorité démocratique pour relégitimer l'Europe ».

Les Ateliers

La gauche et les évolutions de la société : nos prochains combats

Euthanasie : le choix de la dignité

« Choisir de mourir quand on est en fin de vie, c'est l'ultime liberté », affirme Jean-Luc Romero, président de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité. « La médecine a longtemps infantilisé les patients, il faut que les citoyens retrouvent une vraie place dans les décisions qui les concernent », ajoute-t-il. La loi Leonetti, qui encadre aujourd'hui la fin de vie, s'oppose à « l'obstination déraisonnable » du corps médical et à « la prolongation artificielle de la vie ». Mais pour Jean-Luc Romero, les pratiques qui en découlent sont « cruelles » : « On arrête d'alimenter et d'hydrater les patients... la mort peut survenir trois semaines après ! » Un texte autorisant un geste actif, comme cela existe déjà en Belgique et au Luxembourg, par exemple, permettrait de limiter ces dérives et de s'assurer que le patient est volontaire. « Ce sera une loi de société extrêmement importante, qui marquera à jamais le quinquennat de François Hollande », veut croire Jean-Luc Romero.

Justice partout, ingérence nulle part. La fin du sarkozysme judiciaire

« Sarkozy a voulu mettre la justice au pas »

« Le climat est bien plus agréable aujourd'hui », se félicite Françoise Martres, présidente du Syndicat de la magistrature. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, les magistrats ont été soumis à une pression sans précédent et leur travail a été constamment mis en cause. « Le précédent gouvernement a voulu supprimer le juge d'instruction, il a régulièrement accusé personnellement les magistrats, il a introduit les citoyens assesseurs en correctionnelle », détaille Françoise Martres, qui déplore ces tentatives de contourner le juge. L'affaire Bettencourt est « emblématique » de ce mépris de la justice et de son indépendance. Entre méfiance et ingérence, la méthode de Nicolas Sarkozy a organisé une véritable « mise au pas de la justice » explique-t-elle. La suppression en 2014 de la taxe de 35 euros réclamée pour saisir la justice marque la volonté du gouvernement de mettre en place une « justice accessible, qui rende service aux citoyens », comme l'appelle de ses vœux le Syndicat de la magistrature.

Handicap : en finir avec les inégalités

Pour une meilleure prise en charge de l'autisme

« Comblent les 40 ans de retard de la France. » C'est l'objectif du 3^e plan autisme, présenté au printemps par Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée en charge des Personnes handicapées. 205 millions d'euros, soit 18 millions d'euros de plus que le 2^e plan, seront consacrés notamment au diagnostic précoce de l'autisme (dès 18 mois) et à la mise en place d'une prise en charge adaptée dès l'enfance. Ainsi, 700 places seront créées en unité d'enseignement en maternelle, ainsi que 850 places en SESSAD - un dispositif qui permet le déplacement à domicile des professionnels. Pour les adultes, 1500 places seront créées dans différentes structures, afin de favoriser leur inclusion professionnelle et sociale. Pour que cet accompagnement soit le plus efficace possible, 5000 professionnels seront formés. Enfin, les familles seront épaulées, notamment grâce à la création de 350 places « de répit », qui compléteront les 40 places d'accueil temporaire déjà existantes.

L'Europe de la défense pour la paix et la sécurité

« Un message politique fort envoyé aux citoyens »

Questions à Nicole Gnesotto, professeure au CNAM

Pourquoi l'Europe peine-t-elle à s'affirmer en tant que puissance de défense ? C'est une préoccupation récente. Avant les années 1990, l'Europe s'interdisait de se voir comme une puissance stratégique. Les États-membres ont des histoires, des situations géographiques et des visions du monde différentes : il est donc difficile de parvenir à des accords. Enfin, certains, comme le Royaume-Uni, ne veulent pas que l'Europe assume un rôle sur la scène internationale.

Est-il possible de dépasser ces blocages ?

Oui, les États-membres ont des intérêts communs. Tous veulent défendre leur industrie et sont concernés par la menace terroriste. Avancer ensemble sur la question de la défense serait aussi un message politique fort envoyé aux citoyens, dans une Europe en crise.